

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA SÉCURITÉ À L'ÉCOLE

COMPRENDRE, PRÉVENIR, AGIR

Discours d'Eric Debarbieux

Professeur à l'université Bordeaux II

Président de l'Observatoire international de la violence à l'École

Jeudi 8 avril 2010

Monsieur le ministre, Chers amis,

Je ne prononcerai pas d'allocution de clôture car il ne s'agit pas d'une clôture : les états généraux bénéficieront d'un suivi, qui sera aussi scientifique. Le conseil scientifique des états généraux est un conseil scientifique et de suivi en collaboration avec les services de l'Éducation nationale. C'est donc plutôt une allocution de réouverture que je vais prononcer.

J'ai cru recueillir, chez un certain nombre de participants, une certaine satisfaction sur ce qui s'est dit au cours de ces deux journées de travail. Tout le monde n'est pas d'accord mais les restitutions qui viennent d'avoir lieu prouvent qu'il existe un consensus sur certaines mesures. Bien entendu, il ne s'agit pas de retomber dans le ronron confortable du langage de l'Éducation nationale. Nous ne devons pas nous contenter d'un consensus mou, mais bien d'un consensus dur, c'est-à-dire d'un consensus qui peut faire décision.

Plutôt que de faire un bilan convenu, je souhaiterais simplement relater trois expériences personnelles vécues au cours de ces deux jours et dans le mois de préparation qui les a précédés.

La première expérience – et je m'adresse là à mes compagnons de route du mois dernier que furent bien des journalistes – concerne les médias : je lis dans la presse, que je suis un chercheur médiatique, le « choucho » des médias. Croyez bien que telle n'est pas ma vocation. Mais je veux souligner combien les médias nous ont aidés en agissant souvent de façon intelligente, en soulignant le caractère « neuf » de certaines de nos propositions et de la simple existence d'un « conseil scientifique. » pour nos états généraux. Curieusement, alors que l'on vit dans une société du scoop et de l'immédiat, cet aspect inédit était le temps de la réflexion, la longue durée – ce qui est un peu déconcertant. Je voudrais dire aux médias que leur responsabilité dans la suite et le succès de ces états généraux est écrasante. Vous pouvez être le grain de sable qui fait tout échouer. Vous pouvez rendre compte de manière partielle ou partielle de nos travaux, et ne retenir que « la phrase qui tue » – celle que l'on a souvent voulu me faire prononcer d'ailleurs. Mais, dans le même temps, les médias peuvent constituer une aide exceptionnelle et vertueuse à la fois. A ce sujet, je vais bientôt partir en Pologne, où j'ai contribué à évaluer une action extrêmement intéressante, le programme « École sans violence » qui concerne 3 000 écoles pour lequel 6 000 enseignants ou membres du personnel

ont été formés. Les médias ont publié plus de 1 000 articles sur la nécessité de prendre en compte les microviolences et le harcèlement entre pairs. L'évaluation de cette campagne de presse et de la formation du personnel met en exergue une diminution spectaculaire des faits de harcèlement. Pourquoi pas, en France, ce type de collaboration ?

Ma deuxième expérience, très forte, a également impressionné nombre d'entre vous. Elle concerne la parole forte d'un enseignant qui, dans un atelier, affirmait que « *personne ne peut stigmatiser quelqu'un pour raison de violence* ». Je commence à prendre de l'âge : mes premiers travaux sur la violence à l'école datent de 1981. A cette époque, je n'avais nullement les médias avec moi ! J'avais, comme enseignant, étudié ce sujet pour le mémoire professionnel de mon certificat d'aptitude à l'enfance inadaptée. Je rappelle que j'ai travaillé 18 années avec des enfants difficiles, et j'ai horreur d'entendre dire que « *le chercheur ne connaît pas le terrain* ». A cette époque et jusque dans les années 90, le sujet a été véritablement tabou mais aussi dangereux avec une sorte de mythe jurassique, à savoir la croyance en l'autorité naturelle des enseignants. Comme si l'assertivité, la manière de faire classe à un groupe, la façon dont l'institution nous protège n'étaient pas la « vraie autorité », l'autorité construite. Parler d'un problème de violence (grande ou petite violence) était alors un véritable « péché », avec l'idée que vous étiez un mauvais enseignant. Si à présent la violence est devenue plus médiatique, il reste toujours difficile pour les enseignants, pour les personnels et surtout pour les enfants, d'en parler. Il faut ré-institutionnaliser l'école, la protéger mieux, en en améliorant la justice. Ré-institutionnaliser l'école, permettre aux enseignants d'exercer leur métier, cela s'apprend. Qu'on le veuille ou non, la recherche montre que les stratégies les plus efficaces pour faire face à la violence à l'école sont d'abord des stratégies qui sont basées sur l'école elle-même, mais non pas sur l'école seule. C'est difficile. Le message de la recherche a bien du mal à passer. Dire à des enseignants, à des personnels ou à des parents qui sont en souffrance, en danger ou lassés, que c'est aussi sur eux que repose la solution, est très difficile. Il faut donc les aider et non pas les culpabiliser ou les condamner. Il faut les aider notamment en les formant. Cette idée de formation a été un véritable *leitmotiv* dans quasiment tous les ateliers, y compris ceux où on ne l'attendait pas, comme la prévention situationnelle.

A ce propos, je voudrais rappeler ici à la Sorbonne, un mot d'un épistémologue célèbre, Gaston Bachelard. Celui-ci rappelait que le savoir scientifique était certes l'occasion de cumuler des savoirs anciens ou, comme le dit un philosophe plus actuel et médiatique, Alain Finkielkraut, un « petit dialogue avec les morts ». Bachelard affirmait cependant que le savoir peut s'apprendre quelquefois contre des certitudes anciennes ou des obstacles épistémologiques qui empêchent l'acquisition des connaissances. Il n'y a pas à opposer transmission des savoirs et pédagogie. J'ai encore entendu hier pendant un atelier, un intervenant – pour qui j'ai une grande affection – parler de « pédagogisme » ! En sommes-nous encore là ? N'y a-t-il pas nécessité d'allier transmission des savoirs, haute qualité des savoirs enseignants et pédagogie ? N'est-ce pas un simple bon sens ? Je trouve invraisemblable que l'on puisse encore affirmer que la pédagogie est l'ennemie du savoir. Le savoir scientifique se construit en équipe. Vous en avez une preuve vivante sur scène, en constatant notre camaraderie avec Egide Royer, mais également avec le comité scientifique où de véritables amitiés se sont nouées. Il n'existe plus de rat de laboratoire qui peut, tout seul, trouver brusquement l'idée géniale. Nous n'en sommes plus à l'époque d'Archimède. Il y a d'abord un travail en équipe. Admettons-le pour la recherche et aussi pour l'enseignement. L'enseignement se fait aussi en équipes pluridisciplinaires – et de plus en plus soyons-en persuadés. C'est là ma troisième expérience : le travail en équipe du conseil scientifique. Sans cette équipe, peu de choses qui ont pu se dire sur le plan scientifique auraient pu être

possible – je ne parle évidemment pas du discours politique ou des ateliers. Je remercie ce réseau qui a su se mobiliser en si peu de jours, et tous ceux qui ont rendu possible cet événement.

Je rappellerai seulement quelques conditions simples. Je ne vais pas tirer un bilan scientifique puisque j'ai déjà exposé mon avis à ce sujet hier. Ces conditions sont des équipes solides, stables et régulées ; des professionnels formés ; une lutte contre l'exclusion sociale qui soit lisible. C'est cela la République et c'est ce qui donne sens à notre École comme capital social qu'il faut protéger et aider. Protéger l'École pour l'École n'est envisageable qu'à la seule condition qu'elle ait un véritable sens. Autre certitude : le partenariat. La deuxième certitude en matière de programmes de re-médiation de la violence à l'école, où de grandes méta-analyses ont été menées, concerne l'efficacité des programmes multimodaux, c'est-à-dire ceux qui agissent sur l'ensemble des dimensions, non seulement la famille, mais aussi le groupe de pairs et l'école. D'où un travail de partenariat avec les parents, avec les travailleurs sociaux ou avec la police – qu'il serait trop rapide de cataloguer comme simple « donneur de coups de bâtons » – et avec la justice. Alors seulement, si les conditions d'un établissement solide, avec des adultes solides, sont réunies, les programmes spécifiques de re-médiation pour les enfants les plus difficiles pourront être possibles. Les méta-analyses le disent clairement : le plus beau programme du monde contre la violence à l'École ne peut pas réussir – ou réussira beaucoup moins bien – sans cet accord global, sans une équipe solide et solidaire. Je le rappelais en ouverture, l'éthique scientifique, c'est l'éthique de la discussion. Vous avez pu vous rendre compte que nous avons eu la parole complètement libre tout au long de ces deux jours ici et dans les médias. Nous n'avons subi aucune pression. Maintenant, il est temps de faire place à l'éthique de la responsabilité. Cette responsabilité est celle des médias, des organisations syndicales, des associations, des fédérations, du pouvoir politique tant national que local (tant ce dernier plan est également important). Monsieur le ministre, vous avez rendez-vous avec l'Histoire. Peut-être avec votre histoire personnelle, peut-être avec votre conception même de la politique, ce métier si catastrophiquement galvaudé – ce qui a des conséquences sur la violence à l'École. J'en suis certain, vous avez rendez-vous, au-delà de votre personne, avec cette noble et belle utopie sur laquelle nous nous fondons et dont nous sommes tous plus ou moins amoureux, à savoir l'école de notre République. Hume disait que « *l'homme sage règle ses actions sur l'épreuve devant lui* ». Il ajoutait que l'homme était esclave de ses passions. Nous pouvons nourrir une passion pour la raison, pour le calme et pour la paix. Cette passion, partageons-la. Je vous remercie de votre attention.

Seul le prononcé fait foi